

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

ABONNEMENTS ET ANNONCES: RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ SAINT-ÉTIENNE, 9 bis.

REDICTION & ADMINISTRATION 17, RUE NEUVE, 17 Directeur-Gérant: ALFRED REBOUX

ROUBAIX, LE 19 NOVEMBRE 1885

Où sont les menteurs?

Pendant la période électorale, les organes de la gauche — surtout ceux des départements — avaient un assez curieux moyen de polémique.

Le déficit du budget de la France était une odieuse invention des conservateurs; l'annonce de nouveaux impôts, une manœuvre électorale abominable; le Tonkin, un pays de cogagne depuis longtemps pacifié, un Eldorado, un paradis terrestre où tous les parents de France devaient envoyer leurs enfants pour leur assurer une existence longue, heureuse et pleine de charmes...

Et il fallait voir comme on nous traitait, nous autres qui voulions éclairer le pays; et sous quelles avalanches de gros mots et d'injures on essayait de nous accabler. Nous n'avons pas cessé de nous étonner d'affreux calomnieux, de mauvais patriotes, des gens capables de tout pour déconsidérer le gouvernement.

Et voici que c'est le même gouvernement qui, aujourd'hui, veut bien nous venger devant le pays. La déclaration Brisson nous a apporté les aveux les plus intéressants et les plus instructifs.

Nous avons affirmé que les députés opportunistes qui avaient regagné, en 1876, un budget en excédant, avaient laissé le déficit en s'en allant et que de nouveaux impôts allaient devenir nécessaires.

Ecoutez ce que dit la déclaration ministérielle d'aujourd'hui! Après avoir indiqué le budget extraordinaire comme la cause principale de nos embarras financiers, elle ajoute:

Les réductions compatibles avec le bon fonctionnement des services publics devront être réalisées. Si les économies ne suffisent pas, le gouvernement a l'honneur de demander de nouvelles ressources à ceux des impôts existants qui semblent peser du poids le moins lourd sur les contribuables.

Cela veut-il dire, oui ou non, qu'on se dispose à augmenter les impôts? Et rapprocher, je vous prie, les lignes ci-dessus des déclarations que faisaient les ministres il y a quelques mois. M. de Freycinet disait:

Il n'y a pas lieu de s'inquiéter, et c'est même avec une certaine fierté qu'il faut envisager la situation des finances de la République.

Et M. Tirard:

La situation n'a rien d'inquiétant et les pays sont en tranquillité.

Et maintenant, Français, apprenez ce que vaut la parole de vos ministres!

M. Jules Ferry avait été le seul dans le gouvernement à dire la vérité, quand il s'exprimait en ces termes devant la commission du budget:

Pour 1886, on n'échappera pas à la création de nouveaux impôts. Si le gouvernement n'en propose pas de cette année, c'est parce que nous entrons dans une période électorale. Mais, une fois les élections faites, la question reviendra forcément.

Vous le voyez, les élections sont faites et la question revient, comme l'avait annoncé M. Ferry dans le seul accès de franchise qu'il ait eu pendant son passage au pouvoir.

Quant au Tonkin et à l'Annam, la déclaration ministérielle nous apprend que l'occupation continuera; les dépêches du général de Courcy nous confirment — ce que nous savions d'ailleurs — que nous nous battons encore jusqu'au Delta et un journal très républicain, le Temps, imprime ce matin:

En se reportant à la déclaration ministérielle, on peut rendre compte de ce qui se passe en Annam. Dans le nord de Hué, où nous avons une chaîne de garnisons, la situation est moins troublée et il est évident que l'autorité royale reprend quelque terrain de ce côté. Dans le sud, au contraire, surtout dans les provinces entre le Binh-Dinh et la Cochinchine, la région est toujours livrée à l'anarchie la plus complète; nous ne trouvons la preuve dans ce fait, c'est qu'on se décide à occuper tous les chefs-lieux de province, pour la plupart des localités qui n'ont d'importance que comme centres administratifs.

décimé et qui décime encore nos troupes, on reconnaît que notre situation en Indo-Chine est plus mauvaise que nous le disions avant le 4 octobre.

On prétend que le ministre Brisson est condamné, qu'il va rendre l'âme...

Avant d'entrer en agonie, il a eu une de ces clartés qui viennent parfois illuminer la conscience des mourants.

Il a voulu se confesser à ce pays qu'il avait tant trompé.

S'il n'a pas tout dit, il en a dit assez pour soulever le mécontentement de ses amis et pour nous faire attendre patiemment une justice plus complète.

ALFRED REBOUX.

NOUVELLES DU JOUR

La réunion du congrès Paris, 17 novembre. — Une démarche a été faite auprès du gouvernement et du président du Sénat en vue de fixer la réunion du congrès à la date la plus rapprochée possible.

Les élections complémentaires Sont convoqués pour le 13 décembre prochain les électeurs des départements du Gard et de la Seine par suite des options de MM. Madier-Montjat, Clémenceau, Brisson, Floquet, Georges Périn, Henri Maret et Paul Bert.

Le retour du général Brière de l'Isle Marseille, 17 novembre. — Le Djemnah, portant le mail de la Chine et de l'Indo-Chine, est attendu après-demain à Marseille.

Ce bâtiment porte à son bord le général de division Brière de l'Isle, ex-commandant en chef de l'expédition du Tong-King.

Aussitôt débarqué, le général devra se rendre d'urgence à Paris, afin de donner au ministre de la marine des renseignements personnels sur notre situation en Indo-Chine.

Les grâces Il serait question de gracier le prince Kropotkin, Mlle Louise Michel, et les deux anarchistes de Lyon.

L'exposition de 1889 Nos représentants à l'étranger ont été chargés de pressuriser officieusement les intentions des divers gouvernements au sujet de l'exposition internationale projetée pour 1889.

Le monument Courbet Paris, 17 novembre. — Le comité du monument de l'architecte Courbet s'est réuni aujourd'hui sous la présidence de l'amiral Duperré d'Origny. Il a été décidé que le monument serait élevé à Abbeville.

Incendie à l'arsenal de La Fère La Fère, 17 novembre. — Le feu s'est déclaré hier soir, à huit heures, dans les combles de l'arsenal de La Fère, où se trouvent les magasins de harnachement. A dix heures et demie, tout le carré central était en flammes.

Incendie, qu'on est parvenu à circonscire dans ce bâtiment, dure encore.

Les pertes sont estimées à un million.

Exécution d'un anarchiste Casel, 17 novembre. — L'anarchiste Lieake a été décapité ce matin, à huit heures, à Casel, par le bourreau de Berlin.

Solution de la question des Carolines La décision du pape Léon XIII sur la question des îles Carolines, qui a failli amener la guerre entre l'Espagne et l'Allemagne, est parvenue, hier, à Madrid. M. Canovas del Castillo l'a aussitôt communiquée à l'ambassadeur d'Allemagne.

Le pape constate les droits historiques de l'Espagne sur les Carolines, à charge par l'Espagne d'offrir à l'Allemagne une situation privilégiée, c'est-à-dire certains avantages spéciaux dans l'archipel.

Cet accord résout les questions essentielles et fixe les bases des négociations qui auront lieu directement entre Madrid et Berlin, au sujet des compensations que le pape recommande à l'Espagne d'accorder à l'Allemagne.

En lisant le manifeste ministériel, nos lecteurs ont été certainement frappés de la connexité établie par M. Brisson lui-même entre la question religieuse et la loi du recrutement. Après avoir constaté que « la majorité des Français n'est pas actuellement favorable à la séparation de l'Eglise et de l'Etat », le président du conseil s'est empressé d'ajouter que le ministère était décidé à « user sans passion, mais avec fermeté, des moyens que les lois lui donnent pour ramener à l'accomplissement de leurs devoirs envers le gouvernement du pays ceux des membres du clergé qui s'en écartent ».

Or, quelles sont ces lois vexatoires dont M. Brisson prétend se servir pour réduire à la merci le clergé catholique? En premier lieu le président du conseil a cité « la loi sur le recrutement qui soumet tous les citoyens sans exception au service militaire », en second lieu la loi sur les fabriques, et en troisième lieu « un nouveau projet d'organisation des caisses diocésaines ».

Ne parlons que de la loi sur le recrutement. L'avaquer avec cette cynique franchise comme

un instrument de persécution contre les catholiques, n'est-ce pas, dit le Monde, en dévoiler le véritable objectif? N'est-ce pas nous informer que cette loi a pour but non de favoriser le recrutement de l'armée, mais d'enlever celui du clergé?

Ainsi, nos adversaires ont beau faire, il arrive toujours un moment où de leurs lèvres trop longtemps salées par le mensonge jaillit la vérité vengeresse.

LE MINISTÈRE

Ce n'est pas un fiasco, c'est un véritable désastre que produit la déclaration ministérielle. Tous les journaux de gauche sans distinction de nuance, à l'exception du Siècle et de la Paix, qui placent les circonstances atténuantes, s'accrochent pour considérer le document dont M. Brisson a donné hier lecture aux deux Chambres, non pas comme un programme, mais comme un testament.

C'est l'acte de décès du Cabinet. Le mot a fait fortune aussi bien dans le public que dans le monde parlementaire. C'est vous dire assez qu'il y a eu dans le monde une opinion publique pour qualifier de contre-sens politique le document ministériel, dont la forme semble calculée tout exprès pour mettre en relief les défauts. Dans ces conditions, pour tous les esprits avisés, le Cabinet est déjà mort et il ne s'agit plus que de régler son enterrement.

Comme on voudrait lui éviter d'être mis en terre sur la question de l'amnistie à laquelle ont adhéré 109 députés intrançais et radicaux, et qui dans le cas où elle serait écartée, serait immédiatement suivie d'une proposition de mise en accusation du cabinet Ferry, voici l'expédition imaginée par M. Lockroy afin de ménager au ministère une porte de sortie aussi honorable que possible.

Le Congrès serait convoqué pour la semaine prochaine et une fois le Président de la République nommé, la session extraordinaire serait déclarée close. Par suite, la proposition d'amnistie serait ajournée jusqu'à la session de 1886, et d'ici là, pour ne pas nuire aux affaires de la fin de l'année par une crise ministérielle, M. Brisson et ses collègues resteraient à leur poste. C'est seulement quelques jours avant l'ouverture de la session prochaine qu'ils remettraient leurs démissions au Président de la République.

On ne dit pas si le cabinet a adhéré à cette solution; mais les opportunistes et les radicaux agissent absolument comme s'ils pouvaient se passer au besoin de ce consentement.

M. Lockroy, en effet, en convoquant les députés de gauche pour demain au Grand-Orient, ne leur a pas dissimulé de quoi il s'agissait.

Aussi les opportunistes réunis, hier, après la séance, dans une des salles du Palais Bourbon, ont-ils pu déjà concevoir leurs résolutions. Quant aux radicaux ils délibèrent, sous la présidence de M. E. Lefèvre, dans un des bureaux de la Chambre, afin d'arriver à la réunion de demain avec un parti pris à l'avance.

Seulement, comme on ne peut prévoir ce qui se passera dans ce congrès, c'est seulement après que l'on commencera à s'occuper de la formation du cabinet de Freycinet, puis un cabinet Floquet. Chacun ne devant durer que quelques semaines et le tour de M. Clémenceau ne devant venir qu'après, le dénoûment ne serait retardé que d'une façon qui ne saurait être préjudiciable.

Les événements, se précipitent et nul ne saurait dire, à l'heure actuelle, qu'elle en sera l'issue. Aussi quel affolement parmi nos gouvernants! Les républicains doués de quelque bon sens estimaient depuis longtemps qu'il était grand temps d'envoyer. Loins de les écouter, on a accéléré la marche du train et on va l'accélérer encore.

Les conservateurs peuvent donc être rassurés; leurs adversaires leur épargneront le plus difficile de la besogne; ils n'ont qu'à se préparer, la dissolution étant de plus en plus fatale à brève échéance, à tenter le dernier effort.

LES CENDRES DE MARCEAU

Marceau, général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse, mourut d'une balle autrichienne, dans le temps qu'il faisait une reconnaissance près d'Hoehstentbach, non loin de Coblenze. Blessé mortellement, il languit encore toute une semaine et fut soigné par un médecin particulier de l'archiduc Charles d'Autriche; il expira le 27 septembre 1796, âgé de vingt-sept ans, au château d'Altonkirchen, qu'occupaient les ennemis. A la prière de l'état-major français, l'archiduc Charles consentit à livrer aux nôtres la dépouille de l'illustre soldat, qui fut inhumé au haut du Petersberg avec tous les honneurs militaires.

Pou après, Kléber, ami et frère d'armes de Marceau, se trouvait dans Coblenze. Il dit à plusieurs généraux servant sous ses ordres: « Je ne puis supporter que le corps d'un héros serve de pâture à la vermine. Si je m'étais trouvé ici, à la mort de Marceau, j'aurais fait brûler ses restes. » Un certain général Hardy, successeur de Marceau à l'armée de Sambre-et-Meuse, se souvint des paroles de Kléber et, l'année suivante, fit procéder à l'incinération de la dépouille de son célèbre devancier.

Les cendres de Marceau, mêlées de quelques débris d'ossements, furent mises dans une urne de cuivre, laquelle fut elle-même encastrée dans une pyramide de pierre construite sur les indications de Kléber. L'inscription latine qui se trouvait sur cette urne: *Hic cineres, ubique volent*, est également de Kléber et fait honneur à ce héros.

Ces cendres d'un des plus glorieux chefs d'armée de la France, où sont-elles? C'est une question qui a donné matière à commentaires et pour l'éclaircissement de laquelle nous sommes obligés de recourir aux lumières des Allemands. La question mérite qu'on s'en occupe; car, de ce que nous avons dit malheureux en 1870-71, cela n'est pas une raison d'oublier ou de négliger la mémoire de ceux qui, antérieurement, portèrent si haut l'éclat des armes françaises.

On avait généralement cru que l'urne funéraire renfermant les cendres de Marceau était en possession du gouvernement français depuis la fin de l'année 1820, où le gouvernement prussien fit transférer la pyramide au bas du Petersberg, à raison des travaux de fortification exécutés en ce lieu.

Le sieur de Marceau avait même adressé, à ce sujet, une lettre de remerciement au roi de Prusse Frédéric-Guillaume III, lequel répondit par une autre lettre, extrêmement flatteuse pour la parenté du jeune héros.

Mais la vérité, d'après le *Rheinscher Antiquarius*, de Stramberg, est qu'au moment où l'on descenda les pierres du monument de Petersberg, en vue de son transport en bas de la colline, des misérables s'emparèrent de l'urne qu'on sait, la mirent en morceaux et jetèrent au vent les cendres vénérées qu'elles renfermaient.

Nous nous trouvons être les dupes d'une indigné supercherie. Je ne dis pas qu'on doive rendre responsable de la fraude en question le roi Frédéric-Guillaume III, mais il est probable que ses ministres avaient bien quel bon billet nous avions en recevant une urne apparemment sortie de l'atelier d'un chaudronnier de Coblenze et dans laquelle on avait introduit les cendres d'un chien ou de quelque autre bête.

Je ne permets, par parenthèse, de recommander le cas aux partisans de la crémation des corps humains. Quoi qu'il en soit, la légende plaisantaine qu'on a vue mériter d'être signalée; car il paraît que le gouvernement prussien a ordonné de prochaines réparations au monument du Petersberg, dégradé par les incartades.

Communément élevé par des mains françaises s'aperçoit du chemin de fer avant qu'on arrive en gare, à Coblenze.

Une dépêche du général de Courcy

Le ministre de la guerre a reçu du général de Courcy la dépêche suivante:

Hanoi, 17 novembre. Les troupes du général Jamont, après la prise de Thanh-Moi, ont occupé plusieurs points entre le fleuve Rouge et la rivière Claire, et descendent maintenant le Day pour chasser des deux rives de ce fleuve les pirates qui s'y étaient établis. D'autre part, le général de Négrier mène vigoureusement les opérations militaires en vue de la complète pacification du Delta. Les partis rebelles sont traqués simultanément par de nombreuses colonnes; chaque jour de petits engagements ont lieu. Tous les points attaqués sont présablement entourés et réduits par le feu; les attaques de front sont ainsi évitées; et grâce à cette précaution, nos pertes sont insignifiantes, tandis que celles des pirates sont au contraire très considérables.

Aussi une grande panique règne-t-elle parmi eux, de nombreuses offres de soumission m'arrivent et les indigènes du pays, se joignant d'armées à nous, leur font des prisonniers et nous les livrent.

Nos troupes sont pleines d'entrain bien que ces opérations soient très pénibles pour elles, et des dignes ayant été rompus en plusieurs endroits par les rebelles pour inonder le pays.

On nous écrit de Paris, au sujet de cette dépêche: « La dépêche du général de Courcy, en date d'Hanoi, le 17 novembre, adressée par les ordres du ministre de la guerre, n'a pas produit une bonne impression. On croyait la pacification rétablie dans le delta après les dernières opérations du général Jamont, et voilà que l'on apprend que ce général et le général de Négrier sont obligés de recommencer toute une nouvelle campagne dans ce but. Nous continuons à être vainqueurs et l'on veut bien admettre que nos pertes sont insignifiantes, mais malgré les échecs indigènes aux pavillons noirs, pirates et autres rebelles; il paraissent toujours aussi nombreux et aussi inquiétants. »

Dispersés sur un point, ils reviennent en force sur un autre et réapparaissent aussitôt qu'ils trouvent la place libre, là où ils avaient été obligés de se retirer. C'est donc toujours à recommencer et ce sera toujours à recommencer, disent les partisans de l'évacuation immédiate. Aussi cette dernière dépêche du général de Courcy leur servira-t-elle à argumenter à la tribune, dans le prochain débat en faveur de l'abandon de nos conquêtes dans l'extrême Orient.

REVUE DE LA PRESSE

Sous le titre: *Silence aux Mères*, M. J. Simon public, dans le *Matin*, un article dont voici un extrait:

Non, ce n'est pas en demandant des Congrès et des Constituantes, en réclamant à grands cris le régime de la Convention, en refusant tout subside au clergé, en gouvernant les finances au hasard, en multipliant les emprunts, en créant des impôts nouveaux, en désorganisant l'armée sous prétexte de démocratie, ce n'est pas en troublant et en effrayant, qu'un gouvernement parvient à

s'établir d'une façon durable. On n'obtient, à coups de violences, que des *fourées*. Si vous voulez non seulement arriver, mais durer, prenez le chemin contraire. Faites que la France vous désire, qu'elle compte sur vous pour rendre la sécurité aux personnes et aux intérêts; devenez, ennemis des bouillottes et des signorants qui cherchent dans les bouleversements publics les éléments de leur fortune privée; ne dites pas seulement que la question sociale n'existe pas; ayez des yeux pour voir les souffrances de vos frères et une âme pour y compatir.

N'oubliez rien de ce qui peut rendre la vie au commerce, à l'industrie, à l'agriculture. Procurez aux ouvriers du travail et de bons salaires; efforcez-vous de les faire participer aux bénéfices de leurs patrons; logez-les dans des maisons qui ne soient pas des huttes de sauvages; assainissez les quartiers où ils demeurent; préoccupez-vous des blessés, des malades, des orphelins, des vicillards. Soyez la ressource des abandonnés. Songez que la société humaine ne doit pas se désintéresser d'aucune douleur humaine, et que vos ambitions, vos compétitions, vos fureurs, vos élections d'ignares et de communaux, lorsque tant de gens meurent de faim à côté de vous, ne sont pas risibles ou pitoyables, comme on le dit trop souvent: elles sont homicides! A quand la fin de la tragédie?

Je sais bien que, si vous écoutez les clubs populaires, on y parle le même langage qu'à la Chambre des députés. C'est, dit-on, le parti ouvrier; ce sont les revendications des ouvriers. Je n'en crois rien.

Il y a des ouvriers dans ces clubs; mais il s'y trouve aussi des hommes en blouse qui n'ont jamais manié ni le rabot, ni le marteau; des récidivistes, des déclassés, des réfugiés, des entrepreneurs d'émutes, des algèrains qui prennent ce chemin-là pour arriver à l'Hôtel-de-Ville et au Palais-Bourbon. Il n'est nullement démontré qu'on est un ouvrier parce qu'on se targue de parler au nom des ouvriers. Le véritable ouvrier est à son travail ou en quête de travail. Il cherche les moyens de nourrir sa famille, et ne compte pas pour cela sur l'Assemblée unique et la confusion du pouvoir exécutif avec le pouvoir législatif. C'est un homme pratique; ce n'est pas un rêveur. S'il lui fallait une devise, il prendrait celle des mutilés de Lyon avant la révolte: du travail et du pain!

Et croyez-vous, par hasard, que les femmes soient si impressionnées de voter dans les élections contre leurs maris, ou d'échanger leurs vies politiques à la tribune de la Chambre avec M. Clémenceau et M. Rochefort? Croyez-vous qu'elles veulent quitter leurs maisons et leurs enfants pour aller recevoir des injures dans les réunions électorales, et pour passer ensuite leurs journées dans les bureaux, les commissions, les réunions de groupes et les séances de la Chambre? Combien Paris a-t-il trouvé de candidates aux dernières élections? C'était à qui se refusait, à qui se cachait. On tremblait de se voir sur une liste à côté de Catherine Kloutz ou de Thérèse de Méricourt.

Les femmes d'ouvriers disent aux politiciens: Vous ne pensez pas à nos malades; ou, si vous y pensez, c'est pour laisser nos hôpitaux ce n'est pas pour les augmenter. Depuis trente ans que Paris s'est si prodigieusement accru, combien avez-vous créé d'hôpitaux? Nous n'avons, en tout, que deux hôpitaux d'enfants, pour plus de deux millions d'habitants. Tous les malades y sont dans une promiscuité mortelle, car vous n'avez pas songé à isoler les maladies contagieuses ou infectieuses. Vous n'avez aucun dispensaire municipal. Les salles de femmes dans les hôpitaux sont l'école et l'antichambre de la prostitution. Les maisons de débauche y ont leurs prédicateurs et leurs agents de recrutement. Vous n'avez rien fait pour protéger nos filles quand elles sont employées dans une fabrique. Si un ouvrier, un contre-maître, un fils de patron abuse d'elles, à moins qu'il n'y ait violence ou flagrant délit, votre société se déclare désarmée.

Voilà le langage des femmes d'ouvriers, des vraies. C'est celui de la nature, celui de l'humanité. Il ne faut pas que les revendications et les colères des clubs nous empêchent de l'entendre.

Hélas! pauvres femmes, nous n'avons pas le temps de nous occuper de vous. Il faut savoir qui l'emportera des radicaux ou des opportunistes; lequel, de M. Spuller ou de M. Blanc, sera vice-président de la Chambre des députés; si les électeurs de Toulouse ont élu M. Dnprial ou M. Duboul, et si ce sera M. Paul Bert ou M. Dautresmes qui présidera aux destinées du commerce. Il se peut que vous ayez faim et froid, et que vos enfants soient phthisiques; mais vous avez le scrutin de liste, et peut-être, dans un an, aurez-vous l'élection des sénateurs par le suffrage universel. Voilà les véritables questions, les questions politiques.

Quant aux questions sociales, il n'y en a pas. Silence aux mères!

LES ÉLECTIONS DE LA SEINE

Paris, 17 novembre. — En ce moment, le comité de la rue des Pyramides s'occupe de dresser la liste des candidats de l'opposition conservatrice pour les élections de la Seine, par suite de l'option

de MM. Madier de Montjau, Clémenceau, Floquet, G. Périn, Henri Maret et Paul Bert.

C'est à tort qu'on a répandu le bruit que les conservateurs ne présenteraient pas de candidats à Paris, le 13 décembre, date fixée pour ces élections. Ils entendent, au contraire, profiter de cette occasion pour présenter des candidats, qui leur font gagner des voix à chaque scrutin, va toujours en augmentant, depuis le 4 octobre. Leurs candidats seront ceux qu'ils ont présenté au scrutin de ballottage du 18 octobre.

En ce qui concerne les candidats républicains, trois courants sont en présence, qui témoigneraient une fois plus, s'il en était besoin, que les divisions sont toujours aussi profondes qu'avant la réunion plénière de M. Lockroy. Le parti ouvrier entend que les sept sièges soient exclusivement réservés à leurs représentants priens.

Les intrançais socialistes veulent que les sièges profitent aux anciens députés de leur parti non élus dans la Seine et dans les départements. Enfin les radicaux qui adoptent cette idée, désirent qu'une part fut faite, dans cette répartition, à quelques républicains modérés, tels que MM. Ribot, Pierre Legrand et Hervé-Mangon dont les lumières et l'expérience profiteraient à la nouvelle Législature.

On assure que M. Lockroy doit s'efforcer, par la voie de la réunion plénière, d'amener un arrangement entre les intrançais socialistes et les radicaux dans le sens du *désideratum* de ces derniers; mais y parviendra-t-il? C'est, en somme, une question de doute; aussi y aura-t-il, suivant toute apparence, plusieurs listes républicaines dans la Seine, à l'occasion des élections du 13 décembre.

LA GUERRE DANS LES BALKANS

Sofia, 17 novembre, 11 h. soir. — Le prince est arrivé hier à Slivnitsa. On a travaillé toute la journée à terminer les redoutes qui commandent la route. La position est excellente pour la défense. Les Serbes ont été occupés toute la journée à évacuer leurs blessés, qui sont nombreux.

Ils ont fait avancer leurs troupes par le défilé de Dragoman dont ils occupent les débouchés. Il n'y a eu aucune attaque, hier, contre Slivnitsa. Les Bulgares ont fait un mouvement pour garantir leurs lignes de défenses entre Breznik et Slivnitsa. La route de Balauca n'est pas coupée par l'ennemi.

Les Bulgares ont en 800 tués ou blessés. Les pertes des Serbes sont plus considérables. Les Bulgares auraient fait 150 prisonniers à Viedin. On organise à Sofia le service sanitaire. Les troupes de Roumélie arrivent en chantant leur chant national, après une étape de 60 kilomètres. Elles sont saluées par des hourras!

Sofia, 17 novembre, 10 h. mat. — On n'entend pas le canon ce matin; on suppose que les Serbes tenteront de prendre la position de Slivnitsa en tournant à gauche par la vallée du sud; mais les Bulgares ont prévu ce mouvement, ainsi qu'une attaque du côté de la route de Lampalana.

On a le ferme espoir que Slivnitsa pourra résister vigoureusement à l'ennemi, malgré l'insuffisance numérique de l'armée bulgare. D'ailleurs, d'ici trois jours, il y aura autour de Sofia un nombre d'hommes suffisant pour prendre l'offensive.

Sofia, 18 novembre. — La résistance s'organise très sérieusement. Le prince est toujours à Slivnitsa. Le premier moment de surprise passé, après l'attaque soudaine des Serbes, la population a compris que la partie n'est nullement perdue.

La Bulgarie et la Roumélie mettront plus de cent mille hommes sous les armes. Dans tous les chefs-lieux de la Bulgarie, les milices volontaires se réunissent pour venir au secours de la Capitale.

Avec de pareils éléments, le prince Alexandre a la facilité de former une seconde armée, dans un délai assez rapide. On aura peut-être des difficultés en raison du petit nombre d'officiers, mais déjà les officiers étrangers arrivent et offrent leurs services.

Toutes les munitions, les approvisionnements nécessaires, les troupes sont dirigées sur Slivnitsa. Le mauvais temps, la pluie et la neige ralentissent probablement les opérations des deux côtés; mais cet état est plus défavorable à l'ennemi qui manœuvre dans un pays de montagnes.

BULLETIN ÉCONOMIQUE

Education professionnelle en Italie Depuis longtemps l'industrie du drap subit un malaise considérable en Italie. Comme dans bien des endroits, des maisons sont tombées emportées par une crise aiguë; celles qui survivent ont dû faire des transformations complètes dans leur matériel et leurs manières de fabriquer.

On a pensé, non sans raison, qu'un des meilleurs moyens de relever l'industrie était le développement du commerce, car s'il est bien de fabriquer des marchandises et des objets divers en rapport avec les besoins ou la mode, encore faut-il en avoir le placement. C'est là le rôle du commerce à prendre le produit et de le conduire là où il pourra être consommé.

Ces conditions se réalisent autrefois par le déplacement du consommateur dont les intermédiaires venaient jusqu'en fabrique. Mais depuis que les machines ont augmenté la production dans des proportions exagérées, outrepassant la consommation, la concurrence a transformé les anciens errements, les débouchés ont été évahés et seules les maisons très bien assises ont pu résister, en se plantant toutefois aux exigences des acheteurs devenus plus difficiles par les nombreuses sollicitations dont ils étaient l'objet.

Pour essayer d'améliorer les relations commerciales, le gouvernement italien vient, après l'Allemagne et la Belgique, d'ouvrir un musée commercial pratique à Turin pour servir d'intermédiaire, ou du moins faciliter les rapports des industriels avec les consommateurs.

Paris, 17 novembre. — En ce moment, le comité de la rue des Pyramides s'occupe de dresser la liste des candidats de l'opposition conservatrice pour les élections de la Seine, par suite de l'option